



louis.savary@orange.fr

Contribution de Louis SAVARY

Le gaz et les ENR des partenaires naturels Transition énergétique... sécurité d'approvisionnement... compétitivité

Souvent la transition énergétique est comprise comme une transition vers les énergies renouvelables. Le débat qui vient de s'engager devra lui donner un sens plus large. La transition est tournée vers la réduction des gaz à effet de serre, mais elle doit avoir aussi pour objectif la sécurité d'approvisionnement et la compétitivité. En Europe avec la politique des « trois fois vingt » : 20 % de réduction des émissions de CO₂, 20 % de réduction de la consommation, 20 % d'énergies renouvelables dans la période 2007/2020, le volet climat qui est certes essentiel a été privilégié, cependant nous nous sommes assez peu soucieux de la sécurité d'approvisionnement et absolument pas du coût de l'énergie. Il y a un rééquilibrage à faire et c'est ce qui peut être attendu du débat. Le meilleur levier pour y parvenir est l'efficacité énergétique.

Si la transition énergétique signifie exclusivement la lutte contre les émissions des gaz à effet de serre, cela se fait au détriment de l'économie. Les ENR sont déjà présentes sur notre territoire national que ce soit en éolien, en hydraulique, en biomasse, en géothermie, en photovoltaïque et avec des balbutiements en énergies marines et il faut poursuivre leur développement. Mais un système énergétique fondé uniquement sur le renouvelable ne peut pas fonctionner. La sécurité d'approvisionnement serait menacée en raison de leur caractère intermittent et de leur coût élevé. La France et l'Europe ne sont pas en situation financière de se permettre de sacrifier leur compétitivité. Les Etats-Unis sont en train de se redonner une compétitivité énergétique grâce au gaz de schiste bon marché...

En France, le débat amène souvent à rejeter les énergies fossiles, comme le charbon qui, pourtant dans des centrales modernes, est un combustible très performant. Le gaz naturel subit un peu le même traitement. En partant de ce postulat, c'est négliger le fait qu'il prend une part croissante dans le mix énergétique mondial. Beaucoup de pays le considèrent comme le premier outil de diminution des émissions de CO₂, en particulier la Chine et les Etats-Unis. Dans une transition énergétique, il faut donner au gaz naturel la place qui lui revient par ses qualités. C'est une énergie faiblement émettrice de CO₂ et abondante, capable de sécuriser l'alimentation électrique. Selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), la demande mondiale de gaz devrait doubler pour passer de 1 900 MTEP (millions de tonnes équivalent pétrole) en 2000 à 4 100 MTEP en 2035, alors que le pétrole sur le même intervalle verrait sa consommation évoluer de 30 % de 3 650 à 4 650 MTEP. La Russie, premier

producteur de gaz naturel, devrait être dépassée dès 2025 par les Etats-Unis. En 2035, l'exploitation de gaz non conventionnel représentera 73 % de la production américaine, notamment grâce au gaz de schiste, dont la production devrait atteindre 350 milliards de mètres cubes. La Chine s'invitera à la troisième place, devant le Qatar, déjà premier producteur de gaz naturel liquéfié.

Et les gaz de schiste en France ?

Si la France ne veut pas produire d'hydrocarbures sur son territoire, elle devra les acheter à l'étranger. Le déficit de la balance commerciale en 2011 a été de 61 Mds d'euros pour le seul secteur de l'énergie. Nous avons peut-être sous les pieds d'importantes réserves de gaz (vraisemblablement pas dans notre région). Cependant, pour que des recherches soient faites, il faut que les conditions d'exploration et de production soient irréprochables sur le plan de l'environnement. Les réticences des populations et des élus sont absolument légitimes, mais il n'est pas possible d'interdire à tout jamais et par principe leur exploration et leur exploitation. Qui peut préjuger des progrès de la science et de la technologie ? La question des gaz de schiste doit être traitée de manière raisonnable et scientifique, sous le contrôle de l'Etat. Ce dernier a en charge la protection de l'environnement mais aussi la prospérité du pays.

Ne pas connaître nos réserves potentielles dans ce nouveau monde du gaz est inconséquent. Selon les réserves estimées, nous négocierons sur le marché mondial en position de force ou de faiblesse. Le développement des énergies renouvelables est favorisé par l'usage renforcé du gaz durant la phase transitoire qui précède l'ère post-carbone. Le gaz est un des moyens rapidement disponibles qui permettent de traiter les problèmes associés à l'intermittence. Aujourd'hui, notre gaz est importé. Après-demain, ce sera probablement du biogaz. Le gaz de schiste produit à partir du sol national est un de nos atouts dans la transition énergétique. Il n'est pas en compétition avec les énergies renouvelables, il les adosse.